**EXTRAIT du REGISTRE des
DELIBERATIONS de l'ASSEMBLÉE**

4ÈME REUNION DE 2018

Séance du 17 octobre 2018

CD20181017_44
id. 4232

L'an deux mille dix huit, le 17 octobre, les membres du Conseil départemental légalement convoqués se sont réunis à l'Hôtel du Département, sous la présidence de M. Christian ASTRUC, Président du Conseil départemental.

Présents :

M. ALBUGUES, M. ASTRUC, Mme BAULU, M. BERTELLI, M. BESIERS, Mme BOURDONCLE, Mme CABOS, Mme COLOMBIE, Mme DEBIAIS, M. DEPRINCE, M. DESCAZEAUX, Mme FERRERO, M. GONZALEZ, M. HEBRARD, Mme JALAISE, Mme LE CORRE, M. MARDEGAN, Mme MAURIEGE, Mme MORVAN, Mme NEGRE, Mme RIOLS, M. ROGER, Mme SARDEING-RODRIGUEZ, Mme TURELLA-BAYOL, M. VIGUIE, M. WEILL

Absent(s) représenté(s) :

M. BAYLET (pouvoir à Mme LE CORRE), M. BEQ (pouvoir à Mme TURELLA-BAYOL), M. HENRYOT (pouvoir à Mme BAULU)

Absent(s) :

Mme BAREGES

Nombre de membres du Conseil Départemental : 30

Quorum : 16

Le quorum légal étant atteint, l'Assemblée départementale peut valablement délibérer.

COLLÈGE PAYS DE SERRES À LAUZERTE

MODALITÉS DE RESTAURATION EN PHASE TRAVAUX

La restauration du collège Pays de Serres à Lauzerte accueille en moyenne 270 rationnaires par jour (élèves et commensaux). Afin de répondre aux exigences réglementaires, hygiène et sécurité notamment, la zone demi-pension de cet établissement doit être restructurée. Cette opération va se dérouler en deux phases :

phase 1 : de janvier à fin février 2019 : réhabilitation et mise aux normes d'une salle en R+1 pour assurer la continuité du service de restauration aux élèves et commensaux du collège ; ce local accueillera la rampe de self, la dépose plateaux et une zone de plonge ;

phase 2 : de mars à fin juin 2019 : début des travaux dans la zone demi-pension du collège et nécessité de trouver une solution externalisée de confection des repas et de livraison au collège.

. Les scénarios :

L'étude actuellement menée va permettre d'arbitrer entre deux types de collaboration aux fondements juridiques distincts.

Une première solution consiste à mettre en place un contrat de coopération public-public négocié avec l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD) de Lauzerte. Cet établissement, dans ses missions de diversification, a vocation à intervenir en tant que cuisine centrale apte à confectionner, avec l'appui des moyens en personnels du collège et la mutualisation des équipements, les repas pour la demi-pension.

Le dispositif est juridiquement envisageable. En mobilisant leurs moyens respectifs, le Département (et le collège) associés à l'EHPAD engagent une véritable collaboration régie par des considérations et des exigences propres à la poursuite d'objectifs d'intérêt public. Il s'agit d'assurer une mission de service public sans considération de rentabilité ou de bénéfices. Ce type de coopération concourt également au développement souhaité et demandé des liens et relations intergénérationnels.

Le portage de repas est prévu pour être assuré en liaison chaude nécessitant quelques aménagements à l'EHPAD en équipements de cuisine. Ces interventions de moindre importance seraient intégrées financièrement dans la globalité de l'opération de restructuration de la demi-pension du collège.

La passation d'un contrat de prestations constitue le second scénario. Il faut intervenir une entreprise traiteur pour la fourniture et la livraison des repas en liaison froide incluant des conditionnements adaptés aux capacités des éléments de cuisine du collège. Le matériel de conditionnement se doit d'être compatible avec le matériel de remise en chauffe.

. Le choix :

L'étude engagée va faire émerger la solution juridique et financière adaptée au cas du Département, spécifique dans sa durée. Les travaux vont s'étaler de mars à juin 2019 pour un service de cuisine opérationnel à la rentrée scolaire 2019.

Les critères de traçabilité, d'approvisionnement en circuits courts, d'adaptation aux effectifs, de mode de livraison, de composition des menus et enfin de prix seront pris en compte. La vérification des normes et des impératifs de sécurité alimentaire et sanitaire est un postulat de base.

Compte tenu des délais impartis, Monsieur le Président propose de confier à la commission permanente l'examen des résultats de l'étude et le choix du mode de restauration. L'Assemblée départementale en sera informée par une communication qui lui sera faite lors de sa prochaine réunion.

*
* *

Vu le rapport de Monsieur le Président,

Vu l'avis de la commission éducation, enseignement supérieur et sport

Vu l'avis de la commission des finances,

Après en avoir délibéré,

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL

- Prend acte de l'étude comparative permettant d'établir deux modes de restauration à mettre en œuvre au collège Pays de Serres de Lauzerte durant la phase des travaux de restructuration de sa demi-pension ;
- Donne délégation à la commission permanente pour en arrêter le choix et ses conditions de mise en application ;

- Précise que l'Assemblée sera informée des résultats de l'étude lors d'une prochaine réunion.

Adopté à l'unanimité.

Le Président du Conseil Départemental,

Christian ASTRUC